

Franck MARLIN

Député de l'Essonne

Membre de la Commission
de la défense nationale et
des forces armées

Maire honoraire d'Étampes

Communiqué de presse

► Mercredi 13 décembre 2017

RER D - SA 2019 : pour les élus et les usagers, le combat est loin d'être terminé

Ce matin, à 8 heures, malgré la pluie, les usagers du RER D et les élus locaux dont les communes sont desservies par cette ligne, étaient nombreux à manifester devant le siège d'Île-de-France Mobilités, à Paris.

Une mobilisation conjointe entre les élus, les habitants et les associations des branches de la Vallée et de Malesherbes, qui portait sur une seule revendication : demander aux membres du Conseil d'administration de ne pas adopter les dispositions du service annuel pour 2019 concernant ces deux branches avec la mise en place de correspondances à Corbeil-Essonnes, Juvisy-sur-Orge et Viry-Châtillon.

« Contrairement au discours qui a été tenu ces dernières semaines par le Vice-président de la Région Île-de-France, il était possible de faire autrement. Oui, cette ligne est une catastrophe en termes de ponctualité. Mais la solution préconisée par la SNCF n'arrangera en rien la situation pour l'ensemble des usagers du RER D. En revanche, elle sacrifiera tout l'Est de l'Essonne, du Centre au Sud du département ! Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si nombre d'habitants ont fait connaître leur volonté de déménager si ce projet devait être mis en place car cela va se traduire pour eux à un allongement très significatif de leur temps de parcours.

« Et tout ça pour quoi ? Une ponctualité améliorée ? Nous n'y croyons pas, bien au contraire. De meilleures conditions de transports ? Ceux qui seront contraints de descendre à Juvisy, Corbeil ou Viry pour prendre une correspondance se retrouveront dans des rames bondées.

« Ce n'est pas en se concentrant que sur une partie d'une ligne de RER que la problématique pourra être résolue. C'est une problématique qui doit être étudiée dans son ensemble. Alors certes, cela demande des moyens qui, jusqu'à présent, n'ont pas été consacrés. La Région ne peut pas d'un côté imposer aux communes d'augmenter leur nombre d'habitants et, d'un autre côté, ne pas leur permettre de se déplacer, dans des transports ferroviaires publics dignes de ce nom, pour aller et revenir de leur travail.

« En septembre dernier, nos espoirs étaient grands. La Présidente du Conseil régional et d'Île-de-France Mobilités avait promis une concertation. Elle n'a pas eu lieu. À la place, nous avons eu une petite série de réunions au cours desquelles, à l'exception de la dernière, les élus ne pouvaient pas s'exprimer. Seule la SNCF avait droit au chapitre pour détailler son projet. Un projet qui n'a d'ailleurs jamais varié.

« La concertation annoncée n'a été qu'une mascarade. Il n'y a eu aucune étude sérieuse des propositions faites par les collectifs, aucun argumentaire n'a été transmis aux personnes qui ont fait les propositions, les documents demandés lors des réunions (études, modalités de comptage des voyageurs,...) n'ont jamais été communiqués aux demandeurs. Il n'y a d'ailleurs jamais eu de compte rendu de ces réunions...

« Une réelle concertation aurait pu permettre d'étudier sérieusement des solutions techniques pour permettre aux trains de Malesherbes et de la Vallée d'accéder à la gare de Lyon en surface. Mais encore aurait-il fallu que nos interlocuteurs en aient la volonté. Or, et nous en avons eu la confirmation, ce projet pour la ligne D résulte d'une commande politique. Il est entériné depuis juillet 2015. Nous comprenons donc pourquoi toutes nos propositions ont été balayées d'un revers de main en nous disant que c'est pour notre bien même si ça fait mal et qu'il n'y avait rien d'autre à faire... »

Plus que jamais motivés, les élus ont donc évidemment profité de cette manifestation pour se faire entendre et faire entendre tous les usagers concernés.

Une délégation, composée de Jean-Jacques BOUSSAINGAULT (Président de l'ADUMEC), Philippe JUMELLE (Maire d'Étiolles), Franck MARLIN (Député de l'Essonne), Jacques MIONE (Maire de Ballancourt-sur-Essonne), Jean-Baptiste ROUSSEAU (Maire de Soisy-sur-Seine), Jean FERET (Association SADUR) et d'usagers, a ainsi été reçue par deux directeurs et le conseiller technique de Valérie PÉCRESE en charge des transports.

« Aucun élu de la Région et d'Île-de-France Mobilités n'a daigné nous recevoir, ce que nous avons d'ailleurs relevé lors de notre rendez-vous. Cela en dit long sur le mépris porté à nos actions et aux préoccupations des usagers de la ligne D qui sont extrêmement nombreux à se mobiliser. Nous regrettons aussi l'absence à nos côtés des représentants du Conseil régional et du Conseil départemental de l'Essonne qui vivent dans nos territoires. Peut-être avaient-ils eu des consignes de leur exécutif ?

« Nous avons néanmoins pu exprimer la profonde colère des habitants de nos territoires et détailler une nouvelle fois nos propositions. Nous avons également souligné les difficultés soulevées par ce projet, ce que nos interlocuteurs ignoraient visiblement, et les raisons pour lesquelles nous demandions le report de l'examen du SA 2019, du moins pour ce qui concerne le RER D car le projet de service annuel contient un certain nombre de mesures utiles, au Conseil d'administration.

« Personne ne peut ignorer désormais à quel point ce projet est néfaste. Si un projet fédère autant d'opposition, c'est qu'il est juste mauvais. Mais le choix était déjà fait et ils persévèrent dans leur erreur. Une erreur grave que les habitants vont devoir payer chaque jour de l'année. C'est incompréhensible...

« Cette réorganisation ne sera jamais comprise ni acceptée car elle injuste et infondée. Elle sera tout aussi inefficace par rapport aux bienfaits exposés.

« Les usagers des branches Sud du RER D ne veulent qu'une chose : pouvoir aller directement à Paris – et c'est possible – et ne pas être considérés comme des Franciliens de seconde zone. Pourtant, avec ce service annuel, ce sera le cas : pour la première fois en Île-de-France, les usagers d'une ligne RER ne pourront plus rejoindre Paris et en revenir directement.

« Qu'à cela ne tienne, le combat est loin d'être déterminé. Un recours a été déposé, un autre le sera prochainement. L'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières, l'ARAFER, a été saisie et nous serons prochainement reçus par le garant désigné par la Commission Nationale du Débat Public.

« Rien n'est pire que le sentiment d'être méprisé. Or les élus et les habitants le sont. Nous sommes donc toujours aussi déterminés et cela se jouera sur d'autres plans. »

« Et puisque Valérie PÉCRESE est, comme elle l'a indiqué récemment, très à l'écoute des préoccupations des usagers et peinée de cette mobilisation, nous comptons sur elle pour faire marche arrière et entendre la voix de tous les Franciliens. Des membres des collectifs possédant une certaine expertise en matière de transport sont prêts à s'investir dans des groupes de travail avec la SNCF et Île-de-France Mobilités pour étudier des solutions. Il ne sera jamais trop tard ! »